

Industrie : le coût salarial n'est pas coupable

par Joël DECAILLON* et André GAURON**

Article paru dans le journal Les Echos du 25 juillet 2012

L'annonce de 8 000 suppressions d'emplois chez Peugeot-Citroën et de la fermeture du site historique d'Aulnay a subitement pointé les erreurs de stratégie du groupe : un outil de production dimensionné pour 4 millions de véhicules que le groupe n'a jamais été en mesure de vendre du fait d'une internationalisation insuffisante et d'une surestimation du marché français, un positionnement sur l'entrée et le milieu de gamme, les plus concurrencés, qui tire les prix vers le bas. Résultat, les usines du groupe tournent au mieux à 70 % de leur capacité quand celle des Allemands sont à plus de 85, voire de 90 %. Le chef de l'Etat est dans le vrai quand il constate à propos de PSA que « c'est trop facile de dire que c'est la faute du coût du travail, il y a eu des choix stratégiques qui n'ont pas été bons ».

Cela ne vaut pas que pour PSA. Nul ne conteste la baisse spectaculaire des marges des entreprises industrielles, mais la mise en cause des 35 heures et de la crise, chère à Michel Didier, président de Rexecode (« Les Echos » du 4 mai), ne colle pas à la réalité. Il suffit de regarder les marges du BTP, pas moins sensible à ces deux facteurs. Sans doute le BTP est-il moins dépendant de l'innovation et de son positionnement commercial et plus réactif à la conjoncture, moins soumis aussi à la pression internationale sur les prix de sorte qu'il peut plus facilement répercuter la hausse des prix des biens intermédiaires dans ses prix. La vérité est que les entreprises industrielles ont moins subi le choc des coûts salariaux que celui du prix des consommations intermédiaires, dont en premier lieu le prix de l'énergie. Alors que les rémunérations, qui ne représentent plus guère en moyenne que 40 % des coûts, ont augmenté de 8,6 % entre 2000 et 2011, le prix des consommations intermédiaires a progressé de 22,9 %, tiré par l'énergie à + 58,9 %. Mais alors que l'industrie allemande a pu répercuter cette hausse dans ses prix, l'industrie française a dû comprimer ses marges

Croire qu'il suffirait de transférer les 5,4 points de cotisations familiales sur la TVA ou la CSG pour redresser l'industrie française est un leurre. Avec un coût salarial comparable à celui de l'industrie allemande, elle n'est pas pénalisée. Le réduire par un transfert aux ménages risquerait même d'être contre-productif en dispensant les entreprises des révisions stratégiques nécessaires. La preuve, au début des années 2000, le coût salarial de l'industrie française était de 10% inférieur au coût allemand. Or, malgré cet avantage, l'industrie française s'est mise à perdre des parts de marché dès le début de la décennie, bien avant la crise et bien avant que les coûts salariaux ne rejoignent les coûts allemands. L'industrie allemande a des avantages hors coût évidents : produit mondialement connu, qualité reconnue, niche industrielle très innovante. Sa compétitivité est globale. Elle ne réside pas dans la modération salariale - les salaires y ont augmentés plus qu'en France ou en Italie - mais sur un taux de change dévalué favorisant les exportations qui représentent près de 30 % du PIB.

La baisse des cotisations sociales, une revendication constante du patronat français depuis 25 ans, en partie satisfaite par les exonérations de cotisations sur les bas salaires qui

coûtent à l'Etat plus de 20 milliards d'euros par an n'a été pour lui qu'un moyen de gagner du temps et de retarder les révisions stratégiques. Ce n'est pas ainsi que l'industrie française reprendra pied. Elle ne retrouvera sa compétitivité que si elle repense ses choix stratégiques autour de quatre options : internationalisation, innovation client, segmentation de l'organisation productive et mise en place d'une économie intelligente et économe, dialogue social. A l'instar de l'industrie allemande, l'industrie française doit apprendre à bien importer pour réduire ses coûts pour mieux exporter en jouant la qualité pour maîtriser ses prix. C'est bien notre insertion dans la mondialisation qu'il faut questionner en évitant l'écueil du repli national comme celui de la délocalisation-concurrence chère aux tenants de l'industrie sans usine. C'est ce débat qui n'a pas eu lieu pendant la campagne présidentielle et qu'il est urgent d'avoir.

*Joël DECAILLON

Ancien Secrétaire Général adjoint de la Confédération Européenne des Syndicats jusqu'en mai 2011.

**André GAURON

Economiste, Ancien Conseiller de Pierre Bérégovoy aux Affaires Sociales et au Ministère de l'Economie et des Finances